

## ENRACINER LA LUTTE

Toutes les récentes initiatives d'actions, si elles démontrent une forte expression des mécontentements, elles montrent aussi que nous ne devons rien relâcher de nos efforts pour gagner de plus fortes mobilisations. Aller au contact des gens pour les convaincre de rejoindre le chemin de la lutte reste donc la priorité des priorités. Enraciner le processus d'actions avec tous ceux qui ont intérêt à agir pour leurs revendications est le gage certain de plus et mieux rassembler pour gagner. A l'heure où ces lignes sont écrites, la journée unitaire d'actions avec les retraités va participer à confirmer et réaffirmer après le 15 mars, la volonté de faire autre chose pour le pouvoir d'achat. Mais d'ores et déjà il faut envisager une poursuite incessante. Les choix politiques du gouvernement, dont la future réforme des retraites taillée encore sur mesure pour le MEDEF et contre les retraités d'aujourd'hui et de demain, nous y obligent. Les cheminots font une grande démonstration d'unité contraignant à des premiers reculs mais très loin de leurs objectifs revendicatifs. Tout indique que cette unité pour l'action est nécessaire partout et pour toutes les préoccupations des salariés et des retraités. L'été qui arrive ne sera pas de trop pour poser de nouveaux jalons propres à élargir le champ de ceux qui luttent. Alors poursuivons nos campagnes revendicatives. Et puis les adhésions en plus grand nombre réalisées à la CGT prouvent combien elles peuvent y contribuer.

## Consultation sur la réforme des retraites

Un effet de communication gouvernementale au service de la régression sociale, un semblant de démocratie. Pas d'illusion, les problématiques et les questions posées sont orientées et les réponses attendues téléphonées. Orientations, bien évidemment dans le sens de ce dont rêvent gouvernement et patronat : casser notre système des retraites par répartition et solidaire, poursuivre la baisse des pensions encore plus rapidement que celle déjà programmée par les gouvernements précédents, remettre en cause les régimes spéciaux conquis sociaux arrachés par de hautes luttes. À l'instar de cette consultation qui se voudrait « moderne », ce que propose le gouvernement pour les retraites c'est l'individualisation, le chacun pour soi, etc., bref, un retour en arrière de plusieurs décennies ! Cette question mérite, au contraire, un vrai débat public et contradictoire. La vraie modernité, la démocratie, c'est ça.

**Retraites : une réforme gouvernementale encore plus**

## dangereuse pour les petites retraites !

Le caractère plus étroitement contributif d'un système uniquement par points conduit à des besoins supplémentaires en volume des dépenses de solidarité. Changer de système c'est difficile et c'est risqué ! C'est encore plus vrai pour les minima de pension. Ainsi, un trimestre acquis pour un salaire de 40% du SMIC (150 heures de SMIC), et le calcul sur les meilleures années dans le privé permet d'éliminer de nombreuses périodes de précarité. Les montants consacrés à la solidarité doivent être prévus, ce qui n'est pas automatique dans un régime à points. Par ailleurs, dans le privé toujours le minimum contributif (688 €) est très inférieur au seuil de pauvreté (1015 € en 2017). La CGT revendique une pension minimum au SMIC net pour une carrière complète.

## 36<sup>ème</sup> congrès de la fédération

La commission exécutive fédérale a adopté dans sa séance des 17 et 18 mai le projet de document d'orientation. Celui-ci va parvenir au domicile de tous les syndiqués. Nous encourageons l'organisation

de débats les plus nombreux pour l'enrichir par des amendements.

## Réforme des Lycées professionnels : peut-on viser l'excellence avec toujours moins de moyens ?

C'est ce qui ressort de la conférence de presse du ministre. Comment faire mieux en supprimant des milliers d'emplois d'enseignants et un trimestre d'enseignement. Pour la CGT les élèves doivent être au centre du dispositif ce qui n'est hélas pas le cas.

## Chiffres du chômage d'avril 2018.

Le gouvernement se félicite de la soit disant baisse du chômage, en oubliant de signaler que la précarité pour tous ne cesse d'augmenter. Nous revendiquons une politique d'investissements et d'embauches pour répondre aux besoins de toutes et tous.

## Occurrence : un chiffre indépendant des manifestants très aléatoire

Plusieurs médias relaient des chiffres de participation aux manifestations issus d'un comptage réalisé par société OCCURRENCE. La CGT a pu vérifier la "méthode".

Par exemple, le 22 mai, le comptage était placé en amont du départ de la manifestation, ce qui fait « quelques » manifestants en moins. Quid des milliers de personnes qui bordent la manifestation tout au long du parcours sans jamais traverser le mécanisme de comptage ? Enfin, plusieurs problèmes techniques demeurent. De l'avis même des salariés de l'entreprise OCCURRENCE, il faudrait plusieurs points de comptage sur la manifestation pour avoir un chiffre. Dans l'état actuel, on peut estimer au moins à 40% en dessous de la réalité les chiffres de manifestants fournis par l'entreprise OCCURRENCE.

### **Formation : le mensonge de la ministre révèle les failles d'une négociation sans contraintes**

La ministre du Travail vient de déclarer devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale que ce sont les partenaires sociaux « qui dans leur accord ont décidé de remplacer le CIF par le CPF de transition ». Le mensonge de la ministre révèle les failles d'une négociation en bilatérales. La CGT n'a pas signé cet accord notamment parce qu'il acte la mort du CIF et par voie de conséquence celle des Fongecif.

### **Solidarité : nos militants ne sont pas des hors la loi.**

Une action symbolique et pacifique de 300 camarades CGT Énergie, Cheminots, FTDNEEA devant le siège national de LREM visait à démontrer que la société ne peut se passer des Services Publics. Ils sont accusés d'un vol de camion benne, accusation totalement absurde que nous nions avec énergie.

### **Aides sociales : le gouvernement programme la baisse des aides sociales : renforçons la riposte !**

Le gouvernement a déjà à son actif la baisse des APL, la précarisation des contrats avec les ordonnances,

la remise en cause de l'assurance chômage et de l'accès à la formation professionnelle avec le projet de loi cyniquement intitulé « Liberté de choisir son avenir professionnel », et les projets concernant la réforme des retraites. Il s'agit bien de casser toute la protection sociale, même imparfaite, pour obliger les salariés à accepter de gré ou de force tous les emplois dégradés que le patronat réclame. Pourtant des rapports récents (OXFAM sur les dividendes) montrent que les richesses n'ont jamais été aussi grandes en France, ni aussi mal partagées. Il est urgent de développer l'emploi, d'augmenter les salaires et d'améliorer la protection sociale.

### **Enjeux du handicap : pour un véritable big bang du handicap**

La CGT déplore le manque d'ambition récurrent et les échecs des politiques d'emplois des personnes handicapées depuis des décennies. Surexposées à la précarité, il faut combattre la discrimination à leur égard. Le travail doit s'adapter à ce que sont les individus tout au long de leur vie professionnelle. L'urgence est de rompre avec le mal travail qui coûte 4 % de PIB, soit environ 80 milliards d'euros.

### **Egalité professionnelle : attention rien n'est joué.**

Le gouvernement a annoncé qu'il prendrait des mesures en faveur de l'égalité professionnelle reprenant certaines propositions des organisations syndicales, mais en restant très en deçà des enjeux. Sans moyens les résultats risquent d'être médiocres. La CGT exige la prise en compte des propositions, pour mettre les actes en cohérence avec les paroles.

### **INTERNATIONAL**

**Référendum en Irlande : le oui, une avancée pour les droits des femmes.**

La suppression du 8<sup>ème</sup> amendement anti-femmes de la constitution, suite au vote largement majoritaire des Irlandais est une avancée pour le droit des femmes. La CGT se félicite de cette victoire qui pour être entière doit être concrétisée par une loi relative à l'avortement.

### **La CGT se félicite de la libération du président de la KCTU de la Corée du sud**

Le motif de la condamnation est d'avoir été considéré comme responsable des protestations massives contre les projets régressifs de lois du travail en Corée. Solidaire avec les travailleurs coréens et leur organisation syndicale depuis le début de leur lutte, la CGT, ses organisations et ses militants se sont pleinement engagés dans les campagnes de solidarité, d'initiatives nationales et dans le cadre de la CSI et des Global Union. La CGT renouvelle son soutien à la KCTU et ses organisations dans sa lutte pour les droits syndicaux et la libération des militants qui restent emprisonnés.

### **La CGT condamne le nouveau massacre à Gaza et l'invitation de Macron à Netanyahu**

La CGT condamne le nouveau massacre de la population palestinienne du 15 mai dernier, perpétré par l'armée de l'Etat israélien, suite à la provocation de Trump que constitue le transfert de l'ambassade américaine vers Jérusalem. Le Président de la République avait fait de même mais pour une courte durée puisqu'il vient de dérouler le tapis rouge au 1<sup>er</sup> ministre israélien. La CGT condamne cette opération et en appelle à ce que les dirigeants français conjuguent leurs actes avec leurs paroles et adoptent une position digne en faveur du peuple palestinien.